

CELEBRATION DE LA JOURNEE DE L'AFRIQUE

**MAROC-UNION AFRICAINE : PARTENARIAT CONFIRME POUR UNE AFRIQUE
SOLIDAIRE ET PROSPERE**

**MOT D'ALLOCUTION
M. MOHAMMED TAWFIK MOULINE
DIRECTEUR GENERAL DE L'INSTITUT ROYAL DES ETUDES
STRATEGIQUES**

RABAT, Vendredi 25 mai 2018

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Il m'est agréable de participer, aujourd'hui, à la Journée dédiée à la Célébration de l'Afrique qui a choisi pour thème "Maroc-Union africaine : partenariat confirmé pour une Afrique solidaire et prospère", organisée conjointement par le Ministère des Affaires Etrangères et de la Coopération Internationale, le Ministère de la Culture et de la Communication, l'Agence Marocaine de la Coopération Internationale, le Corps diplomatique africain accrédité à Rabat, la Bibliothèque Nationale du Royaume du Maroc et l'Institut Royal des Etudes Stratégiques.

Le Maroc, qui accorde une importance particulière à la coopération sud-sud, place l'Afrique au cœur des priorités de sa politique étrangère. Sa Majesté Le Roi Mohammed VI a toujours plaidé pour un développement autonome de l'Afrique "à visage humain", axé sur la mobilisation collective des pays africains pour réussir le pari de l'unité et pour asseoir le leadership de l'Afrique sur le plan international. Ses Discours mettent l'accent sur un triple impératif :

- Croire en l'Afrique.
- Travailler ensemble et échanger équitablement, à travers un partenariat *win-win*.
- Repenser l'Afrique et plaider en faveur du continent.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Penser l'Afrique est un véritable défi, du fait de son immensité, mais, surtout, de l'extraordinaire diversité de ses peuples, de son histoire, de ses cultures, de ses reliefs et de ses richesses.

Cela explique, en partie, pourquoi ce continent est mal connu. La difficulté de produire des données homogènes et la conflictualité qui règne dans certaines parties de l'Afrique y participent, notamment.

Conformément au Message Royal du 30 août 2013, adressé aux participants à la 1^{ère} conférence des Ambassadeurs de Sa Majesté Le Roi, la dimension "Relations extérieures du Maroc" a occupé une place de choix dans le programme de travail de l'IRES. Dans le cadre de ce programme, l'Institut accorde une attention particulière au continent africain.

A ce titre, plusieurs études ont été menées concernant, notamment, les relations du Maroc avec les pays, respectivement, d'Afrique de l'Ouest, d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe, le retour du Maroc à l'Union africaine, la perspective d'adhésion du Maroc à la CEDEAO, le développement rural en Afrique subsaharienne et la transition énergétique, à l'aune de la nouvelle politique africaine du Royaume.

En outre, l'IRES a dédié son rapport stratégique de l'année 2018 au développement autonome de l'Afrique. L'autonomie ne signifie pas être indépendant. Elle incarne la capacité pour l'Afrique à décider pour elle-même et à faire entendre sa voix dans le concert des nations.

Le rapport stratégique 2018, qui comprend une masse importante d'informations, a mis en évidence l'exceptionnelle richesse de la diversité africaine et a démontré tout ce que les pays africains ont à gagner, en considérant l'Afrique comme un tout, une réalité spécifique cohérente à l'échelle du continent. Son élaboration est partie du constat que l'Afrique est en marche et qu'elle a besoin, pour devenir autonome, d'une nouvelle vision du monde qui soit panafricaine, en faveur d'un projet africain planétaire et civilisationnel.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Continent profondément mosaïque, tant par sa nature que par sa culture, l'Afrique exprime sa pluralité à travers les écosystèmes naturels (biomes) qui façonnent ses paysages, ses peuples qui ont diversifié leur culture au long des âges et la coexistence, aujourd'hui, d'institutions fortement différenciées, fonctionnant à la fois selon le droit universel et le droit coutumier. Il existe bien plusieurs visages de l'Afrique, mais un seul continent, un seul berceau et, en fin de compte, une seule réalité vécue.

Continent de l'espoir et des opportunités, l'Afrique sera confrontée, d'ici 2050, à plusieurs enjeux. A côté du changement climatique et de ses impacts sur l'Afrique qui ont été amplement évoqués dans le rapport stratégique 2017 de l'IRES, trois grands nœuds du futur interpellent le continent :

- La poussée urbaine : la rapidité de la croissance urbaine africaine est sans précédent dans l'histoire de l'humanité. Alimentée par une dynamique démographique forte et conjuguée à un déficit de moyens, sinon de gouvernance, elle représente un défi systémique majeur de la croissance économique au développement humain, en passant par la qualité de l'environnement dont l'enjeu est la stabilité sociale. Toutefois, la poussée urbaine actuelle du continent peut devenir un formidable accélérateur de développement si des réponses adéquates sont identifiées et mises en œuvre.

- La transformation rurale : le monde rural africain est à un tournant de son histoire. Trois grands changements structurent la transformation actuelle : la mobilité voulue ou subie des personnes, la dangereuse altération des ressources naturelles et la trop faible modernisation de l'agriculture africaine, au regard des impératifs alimentaires du continent.
- Le défi individuel et collectif de la sécurité et de la gouvernance : l'évolution des formes de conflit et des violences qui y sont associées montre que si la pacification du continent progresse, elle est loin d'être acquise car la sécurité des biens et des personnes est, aussi, une question de gouvernance et d'éducation. Ni singularité, ni exception, la gouvernance africaine est un système hybride qui se cherche encore, entre gestion des urgences et préparation du long terme.

Pour faire face à ces grands enjeux du présent et du futur, l'Afrique a besoin de retrouver la confiance en elle-même. Ainsi, il devient urgent :

- d'inventer un nouveau modèle africain de planification urbaine,
- d'enclencher un fort processus de transformation rurale, tout en concevant un modèle de développement agricole, capable de produire rapidement et en quantité suffisante, pour nourrir la population africaine et contribuer à la sécurité alimentaire mondiale,
- de mettre en place un système sécuritaire, prenant en considération la spécificité africaine et qui ne se contente pas juste de la doctrine universelle en la matière.

L'Afrique devrait, également, s'emparer des leviers de changement, ouvrant l'accès au monde de demain, à savoir :

- la transition économique : il est temps pour l'Afrique d'embrasser l'économie x.0 qui consiste à créer de la valeur ajoutée, à travers la transformation de ses ressources naturelles et à passer à l'économie de la demande, en recourant à l'économie collaborative et à l'innovation hybride.
- la transition énergétique : il s'agit, d'une part, d'arrêter les dégradations générées par les systèmes énergétiques actuels et, d'autre part, d'accélérer l'électrification de l'Afrique. Sans énergie, le développement de l'Afrique ne peut pas avoir lieu,
- la transition digitale : des opérateurs du continent, parfois plus vite que leurs compétiteurs internationaux, se sont déjà lancés dans la bataille du digital qui ne fait que commencer.

Outre un changement de regard sur soi et un renforcement de son potentiel humain, l'Afrique, pour devenir autonome, devrait sauter les étapes, en termes de développement "*leapfrog*" pour emprunter un autre chemin vers la croissance.

Trois "grands projets", véritables *game changers* -à la fois facteurs de rupture et accélérateurs- peuvent changer la donne : l'Afrique, laboratoire vivant d'un futur écologique ; la mutualisation continentale ; l'Afrique bleue. Leurs ingrédients sont déjà là : il ne reste plus qu'à passer à une nouvelle échelle, à la fois continentale et locale.

Excellences, Mesdames et Messieurs,

Terre africaine, le Maroc a la ferme volonté d'accompagner le processus de convergence économique, sociale et institutionnelle de ses partenaires africains. La politique africaine du Maroc est fondée sur le renforcement de partenariats mutuellement profitables avec les pays africains ainsi que sur l'implication assidue du Royaume en faveur des causes du continent.

Le Maroc a rapidement compris que sa contribution au développement autonome de l'Afrique ne peut revêtir qu'un caractère multiforme. Cette contribution se décline comme suit :

- La gouvernance du continent en faveur d'une Union africaine plus active et solidaire, en mesure de trouver des solutions aux principales préoccupations de l'Afrique, ce qui requiert une véritable réforme de l'institution panafricaine.
- L'Agenda africain pour la migration, proposé par le Royaume à l'Union africaine qui se veut le préalable à un renouvellement de la réflexion sur la question migratoire et un enjeu-clé pour assurer la libre-circulation des Africains sur leur continent.
- La montée en compétences et l'édification du capital humain africain : le Maroc est bien engagé dans la formation des cadres africains dans divers domaines.
- La lutte contre la radicalisation et la diffusion d'un Islam tolérant : le Maroc met à la disposition des pays africains son expérience en matière de maîtrise du champ religieux.
- Le maintien de la paix au niveau du continent : depuis sa participation, en 1960, à la première opération de maintien de la paix au Congo, le Maroc n'a eu de cesse de contribuer à la pacification du continent.

- La transition économique du continent : le Maroc est partie prenante de cette transition économique. Sa contribution, à ce titre, est manifeste sur trois plans : l'intégration économique, les investissements et les secteurs d'excellence.
- L'éco-transition de l'Afrique : puissance active dans le débat international sur le climat et l'environnement et en marge de la COP22, tenue en novembre 2016, à Marrakech, le Maroc a initié le premier Sommet Africain de l'Action ayant permis, notamment, à l'Afrique de s'exprimer d'une seule voix en faveur d'une justice climatique et de fixer les axes d'une co-émergence durable.

Enfin, le Maroc a exprimé sa volonté de contribuer, en particulier, aux objectifs de l'Agenda 2063, en ciblant les secteurs d'activité et les populations où son action serait porteuse d'efficacité tant pour l'Union africaine que pour les pays, pris individuellement.